



Forum mondial sur la transparence et l'échange d'information à des fins fiscales

**Jakarta, Indonésie
21-22 novembre 2013**

Récapitulatif des conclusions



1. Les 21 et 22 novembre 2013, plus de 200 délégués provenant de 81 pays ou territoires (ci-après appelés « juridictions ») et 10 organisations internationales et groupements régionaux se sont réunis à Jakarta, Indonésie, à l'occasion de la sixième réunion du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales (le Forum mondial) (l'Annexe 1 contient la liste des participants). Le Forum mondial a accueilli six nouveaux membres ayant adhéré depuis la dernière réunion, ce qui porte le nombre des membres du Forum mondial à 122.

2. A l'occasion de cette réunion l'évaluation du niveau de conformité aux normes internationales en matière d'échange de renseignements des 50 premières juridictions a été adoptée (http://www.oecd.org/tax/transparency/global_forum_ratings.pdf). Ces évaluations ont été faites au regard de chacun des 10 éléments essentiels des termes de référence du Forum mondial ainsi que sur la base d'une notation allant de « conforme », « conforme pour l'essentiel », « partiellement conforme » à « non conforme ». L'attribution d'évaluations correspond aux objectifs affichés du Forum mondial de prendre acte des progrès réalisés par certaines juridictions dans la mise en œuvre des normes, et de signaler les juridictions qui ne les mettent pas en œuvre.

3. Afin d'assurer un suivi permanent de la mise en œuvre de l'échange de renseignements sur demande, le Forum mondial décide également qu'à la fin des examens en cours, un examen de phase 3 sera réalisé pour tous les membres du Forum mondial et les non-membres pertinents. Dans l'attente d'un examen de phase 3, le Forum mondial étudiera également les termes de référence qui s'appliquent à l'échange de renseignements sur demande dans le but de les actualiser en tenant compte des changements dans l'environnement de transparence et des enseignements tirés des examens déjà réalisés.

4. Afin de tenir compte de l'évolution rapide de l'environnement de l'échange de renseignements vers une plus grande transparence, le Forum mondial décide de mettre en place un nouveau groupe de travail volontaire sur l'échange automatique de renseignements (AEOI) qui sera présidé par David Pitro (Italie). Ce nouveau groupe aidera le Forum mondial à poursuivre ses travaux de suivi et d'examen de la mise en œuvre de l'AEOI, et ce, conformément à l'appel du G20.]

5. Enfin, le Forum mondial a adopté et publié neuf rapports supplémentaires d'examens par les pairs de phase 2 et deux rapports de phase 1, ce qui représente de nouveaux progrès dans la finalisation du programme d'examens en cours.

6. Le Forum mondial se félicite également du fait qu'en marge de la réunion de Jakarta, 2 juridictions membres ont signé la *Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale* multilatérale. Cette convention a maintenant été signée par soixante-trois pays, quatre ont signé des lettres d'intention de la signer et douze juridictions sont désormais couverts par extension territoriale et trente-six pays ont d'ores et déjà déposé leurs instruments de ratification (pour en savoir plus, veuillez consulter (voir le site de la Convention : <http://www.oecd.org/fr/fiscalite/echange-de-renseignements-fiscaux/conventionconcernantlassistanceadministrativemutuelleenmatierefiscale.htm>).

7. Les principaux résultats de la réunion, adoptés par les délégués, sont présentés ci-après.

Examens par les pairs et évaluations

8. La notation des 50 juridictions ayant achevé la phase 2 a été donnée pour chacun des dix éléments essentiels sur la base des évaluations des examens par les pairs ; toutes les juridictions ont reçu



une évaluation globale correspondant à l'une des catégories suivantes : « conforme », « conforme pour l'essentiel », « partiellement conforme », ou « non conforme ».

9. Les évaluations globales montrent que 18 juridictions sont jugées « conformes », 26 juridictions « conformes pour l'essentiel », 2 juridictions « partiellement conformes » et 4 juridictions « non-conformes ». De plus, il reste encore 14 juridictions qui, pendant l'examen de phase 1, n'ont pas été considérées en mesure de passer à la phase 2, dans l'attente d'une amélioration de leur cadre juridique et réglementaire pour l'échange de renseignements fiscaux et n'ont pas pu être évaluées (http://www.oecd.org/tax/transparency/global_forum_ratings.pdf). Afin de garantir un traitement sur un pied d'égalité, le Forum mondial réalise un suivi approfondi et continu afin de permettre à ces juridictions de réaliser de rapides progrès. Certaines demandes de rapports supplémentaires sont déjà en cours d'examen.

10. Le Forum mondial devrait achever dans les temps les examens par les pairs restants et il a également adopté un calendrier révisé d'examens fixant des dates d'examens de phase 1 pour tous les nouveaux membres, notamment un certain nombre de pays en développement, et des examens de phase 2 pour un plusieurs nouveaux adhérents au Forum mondial.

11. Le Forum mondial a adopté une méthodologie révisée permettant de prendre en compte également les progrès réalisés suite à un examen de phase 2 et de donner la possibilité aux juridictions de rendre compte de leur mise en œuvre des recommandations faites dans les rapports d'examen et de demander une révision à la hausse d'éléments individuels ou de leur évaluation globale.

12. Avec l'adoption de 8 examens en phase 1 et 24 en phase 2 depuis sa dernière réunion, le Forum mondial a achevé 124 examens par les pairs, incluant 74 examens de phase 1, 26 examens combinés (phase 1 + phase 2) et 24 examens de phase 2. Les progrès réalisés dans l'exercice d'examens par les pairs et d'attribution d'évaluations sont présentés dans le rapport annuel 2013 du Forum mondial "Transparence fiscale 2013 : Rapport d'étape", publié ce jour par le Forum mondial. Ce rapport met également en exergue les progrès importants réalisés en matière d'efficacité de l'échange de renseignements et en matière de coopération entre autorités fiscales.

Termes de référence et suivi permanent

13. Reconnaissant la nécessité d'assurer un suivi permanent de la mise en œuvre de la norme internationale, le Forum mondial a convenu qu'un examen de phase 3 serait entamé une fois achevé le calendrier actuel d'examens. Avant de démarrer cette nouvelle phase d'examen, le Forum réétudiera les Termes de référence existants à la lumière de l'expérience acquise à l'occasion des examens par les pairs et des évolutions internationales.

14. A cette fin, le Forum mondial a chargé son Comité d'examen par les pairs d'examiner les termes de référence du Forum mondial, afin de les adapter aux développements intervenus dans le domaine de la transparence, notamment en ce qui concerne la propriété réelle (pour laquelle il s'aidera des travaux du groupe de projet sur l'action financière), ainsi que pour tenir compte des enseignements tirés des examens de phase 1 et 2, et de soumettre des propositions de fond pour discussion et adoption par le Forum mondial lors de sa réunion plénière de 2014

Groupe d'échange automatique de renseignements (AEOI)



15. Pour tenir compte de l'évolution de l'environnement d'échange de renseignements et de l'émergence de l'échange automatique de renseignements (AEOI) comme nouvelle règle mondiale étayant et complétant l'échange sur demande, le Forum mondial a mis en place un nouveau groupe volontaire d'échanges automatique de renseignements, constitué des membres intéressés par ce type d'échange et qui souhaitent travailler ensemble en vue de l'objectif commun de pratiquer un tel échange automatique de renseignements. Les principales responsabilités du groupe AEOI seront de proposer des termes de référence et une méthodologie pour le suivi de l'échange automatique de renseignements en vue de progresser en la matière, de construire à partir de l'expertise acquise au niveau de l'OCDE et d'aider les pays en développement à identifier leurs besoins en termes d'assistance technique et de renforcement de leurs capacités avant de se lancer dans l'échange automatique de renseignements. Le groupe travaillera en étroite collaboration avec l'OCDE, le Groupe de la Banque mondiale et le groupe de travail sur le développement du G20.

16. Le groupe d'échange automatique de renseignements sera présidé par David Pitaro (Italy), aidé par Colin Powell (Jersey) et 3 vice-présidents. La première réunion de ce groupe est prévue pour le début de l'année 2014. Le groupe fera régulièrement rapport à la plénière du Forum mondial de ses activités et les décisions continueront à être prises par l'ensemble du Forum mondial.

Membres et gouvernance

17. Le Forum mondial a accueilli six nouveaux membres : l'Azerbaïdjan, la République dominicaine, le Lesotho, la Roumanie, le Sénégal et l'Ukraine. Le fait que le Forum mondial continue à s'agrandir confirme la pertinence de ses travaux et renforce la coopération internationale entre autorités fiscales

18. Le Forum mondial a décidé de mettre en place une composition tournante du Comité directeur et du Comité d'examen par les pairs. Pour le Comité directeur, Jersey s'est désisté et l'Île de Man deviendra membre en 2014. Pour le Comité d'examen par les pairs, la Malaisie, le Luxembourg, Saint-Christophe-et-Nièves et l'Île de Man se sont désistés et le Ghana, les Bermudes, le Liechtenstein et Hong Kong-Chine deviendront membres en 2014. Les juridictions devenant membres de ces groupes leur apporteront une perspective nouvelle et garantiront que la gouvernance du Forum mondial reste réactive aux voix de tous ses membres. Le Président du groupe AEOI participera également aux réunions du Comité directeur afin de tenir celui-ci informé régulièrement.

Assistance technique

19. Le Forum mondial s'est félicité des résultats des projets pilotes d'assistance technique au Ghana et au Kenya, et a pris note des nouvelles demandes d'assistance de la part d'un certain nombre d'autres juridictions membres. Le Forum mondial a pris note de la valeur des projets réalisés au Salvador, en Indonésie et en Uruguay, avec le soutien des États membres et d'organisations internationales. Le Forum mondial a convenu que le manuel opérationnel d'échange de renseignements élaboré par le Secrétariat du Forum mondial et le Groupe de la Banque mondiale/SFI, devrait être diffusé largement, afin que les autorités compétentes puissent s'en servir pour élaborer leur propre manuel. Le Forum mondial note le succès du séminaire pilote « Last Mile » en Inde, suivi des Philippines et reconnaît le potentiel de développement d'un programme de formation visant à sensibiliser les contrôleurs aux avantages de l'échange de renseignements, et aux processus pertinents.

20. Répondant à l'appel des leaders du G20 invitant le groupe de travail sur le développement du G20 à travailler de concert avec le Forum mondial et d'autres organisations internationales en vue



d'élaborer une feuille de route expliquant comment les pays en développement peuvent surmonter les obstacles en matière d'échange automatique de renseignements, le Forum mondial se dit prêt à contribuer à ces travaux. Reconnaisant la demande croissante d'assistance, en particulier de la part de ses membres récents, le Forum mondial a convenu de développer son travail d'assistance technique, travaillant avec les états membres, les agences de développement et d'autres, afin d'aider les états connaissant des contraintes de capacité à respecter la norme internationale et à bénéficier de l'échange automatique de renseignements. Force est de constater que sans le soutien des agences de développement, des membres et d'autres organisations internationales, le Forum mondial ne pourrait exécuter sa tâche de coordination et d'assistance de qualité aux juridictions membres.

Budget

21. Un rapport financier intérimaire pour 2013 a été examiné. Le Forum mondial a adopté la proposition de budget pour 2014. Notant que seuls Nauru et la Mauritanie sont en situation d'arriéré depuis plus de deux ans et donc tombent sous le coup de la politique adoptée l'an dernier concernant la suspension et, en dernier recours, l'exclusion pour non-paiement de la cotisation, le Forum mondial a décidé d'accorder à ces pays une autre chance de s'acquitter de leur dû. En tout état de cause, ces juridictions sont suivies de près

Prochaines étapes

22. Le Forum mondial attend avec intérêt d'autres examens de phase 2 qui seront désormais systématiquement accompagnés d'une évaluation. Cela constituera, avec les examens de phase 1 d'un certain nombre de membres récents du Forum mondial, l'objet principal des travaux du Comité d'examen par les pairs en 2014. Pour préparer l'avenir, le Comité d'examen par les pairs envisagera également des modifications aux termes de référence, notamment en ce qui concerne la propriété réelle. Le Groupe d'échanges automatiques de renseignements se réunira très prochainement pour entamer ses travaux et fera rapport au Forum mondial de ses activités. Le Forum mondial développera plus avant son travail d'assistance technique afin de répondre aux besoins de tous ses membres et organisera également la troisième réunion des autorités compétentes en 2014.

23. Le Forum mondial a convenu que sa prochaine réunion se tiendra en octobre 2014 et attend avec intérêt les invitations d'états membres disposés à accueillir cette réunion. Enfin, le Forum mondial remercie le gouvernement indonésien pour sa généreuse hospitalité.



ANNEXE 1 : LISTE DE PARTICIPANTS A LA REUNION DU FORUM MONDIAL

JAKARTA, INDONESIE

21-22 novembre 2013

Allemagne; Andorre; Arabie Saoudite; Argentine; Australie; Azerbaïdjan; Bahamas; Bahreïn; Belgique; Belize; Bermudes; Brésil; Brunei Darussalam; Burkina Faso; Canada; Colombie; Costa Rica; Danemark; Emirats arabes unis; Espagne; Etats-Unis d'Amérique; Fédération de Russie; Finlande; France; Gabon; Géorgie; Ghana; Gibraltar; Guernesey; Hong Kong-Chine; Hongrie ; Inde; Indonésie; Irlande; Ile de Man; Iles Caïmans; Iles Cook; Iles Marshall; Iles-Turques-et-Caïques; Iles vierges (britanniques); Italie; Jamaïque; Japon; Jersey; Kenya; Liechtenstein; Lituanie; Luxembourg; Macao-Chine; Malaisie; Malte; Mexique; Monaco; Nigeria; Norvège; Nouvelle Zélande; Ouganda; Panama; Pays-Bas; Philippines; Pologne; Portugal; Qatar; République de Corée; République populaire de Chine; République tchèque; République slovaque; Royaume-Uni; Saint-Christophe-et-Niévès; Samoa; Saint Marin; Sénégal; Seychelles; Singapour; Afrique du Sud; Suède; Suisse; Turquie; Ukraine; Uruguay.

Forum des Administrations fiscales africaines (ATAF); Banque européenne d'investissement (BEI); Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD); Centre Interaméricain des Administrations Fiscales (CIAT); Commonwealth; Centre de Rencontres et D'Etudes des Dirigeants des Administrations Fiscales (CREDAF); Groupe de la Banque mondiale; Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE); Organisation des Nations Unies (ONU); Union européenne (UE)